



Informations de base	
<p><b>2016/0034(COD)</b></p> <p>COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement</p>	Procédure terminée
<p>Marchés d'instruments financiers; abus de marché; règlement de titres dans l'UE et dépositaires centraux de titres: certaines dates</p> <p>Modification Règlement (EU) No 596/2014 <a href="#">2011/0295(COD)</a> Modification Règlement (EU) No 600/2014 <a href="#">2011/0296(COD)</a> Modification Règlement (EU) No 909/2014 <a href="#">2012/0029(COD)</a></p> <p><b>Subject</b></p> <p>2.50.03 Marchés financiers, bourse, OPCVM, investissements, valeurs mobilières 2.50.08 Services financiers, information financière et contrôle des comptes 2.50.10 Surveillance financière</p>	

Acteurs principaux				
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>		<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>ECON</b> Affaires économiques et monétaires		FERBER Markus (PPE)	04/02/2016
			Rapporteur(e) fictif/fictive DODDS Anneliese (S&D) SWINBURNE Kay (ECR) VAN NIEUWENHUIZEN Cora (ALDE) GIEGOLD Sven (Verts/ALE) KAPPEL Barbara (ENF)	
	<b>Commission pour avis</b>		<b>Rapporteur(e) pour avis</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>DEVE</b> Développement		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>ITRE</b> Industrie, recherche et énergie		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>JURI</b> Affaires juridiques		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	Conseil de l'Union européenne	<b>Formation du Conseil</b>		<b>Réunions</b>
Affaires économiques et financières ECOFIN		3475	2016-06-17	

Commission européenne	<b>DG de la Commission</b>	<b>Commissaire</b>
	Stabilité financière, services financiers et union des marchés des capitaux	HILL Jonathan
Comité économique et social européen		

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
10/02/2016	Publication de la proposition législative	COM(2016)0057 	Résumé
25/02/2016	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
07/04/2016	Vote en commission, 1ère lecture		
07/04/2016	Décision de la commission parlementaire d'ouvrir des négociations interinstitutionnelles à travers d'un rapport adopté en commission		
11/04/2016	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A8-0125/2016	Résumé
24/05/2016	Approbation en commission du texte adopté en négociations interinstitutionnelles de la 1ère lecture	PE604.829	
07/06/2016	Décision du Parlement, 1ère lecture	T8-0244/2016	Résumé
07/06/2016	Résultat du vote au parlement		
07/06/2016	Débat en plénière	CRE link	
17/06/2016	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
22/06/2016	Fin de la procédure au Parlement		
23/06/2016	Signature de l'acte final		
30/06/2016	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2016/0034(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Règlement
	Modification Règlement (EU) No 596/2014 <a href="#">2011/0295(COD)</a> Modification Règlement (EU) No 600/2014 <a href="#">2011/0296(COD)</a> Modification Règlement (EU) No 909/2014 <a href="#">2012/0029(COD)</a>
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 114
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
Consultation obligatoire d'autres institutions	<a href="#">Comité économique et social européen</a>
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	ECON/8/05722


Portail de documentation			
Parlement Européen			

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE576.963</a>	16/02/2016	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE578.559</a>	02/03/2016	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A8-0125/2016</a>	11/04/2016	<a href="#">Résumé</a>
Texte convenu lors de négociations interinstitutionnelles		<a href="#">PE604.829</a>	18/05/2016	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T8-0244/2016</a>	07/06/2016	<a href="#">Résumé</a>

#### Conseil de l'Union

Type de document	Référence	Date	Résumé
Projet d'acte final	<a href="#">00024/2016/LEX</a>	22/06/2016	

#### Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	<a href="#">COM(2016)0057</a> 	10/02/2016	<a href="#">Résumé</a>
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	<a href="#">SP(2016)487</a>	14/07/2016	

#### Parlements nationaux

Type de document	Parlement /Chambre	Référence	Date	Résumé
Contribution	<a href="#">PT_PARLIAMENT</a>	<a href="#">COM(2016)0057</a>	22/04/2016	
Contribution	<a href="#">IT_SENATE</a>	<a href="#">COM(2016)0057</a>	04/05/2016	

#### Autres Institutions et organes

Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
ECB	Banque centrale européenne: avis, orientation, rapport	<a href="#">CON/2016/0027</a> <a href="#">JO C 223 21.06.2016, p. 0003</a>	29/04/2016	
ESC	Comité économique et social: avis, rapport	<a href="#">CES1921/2016</a>	25/05/2016	

#### Acte final

<a href="#">Règlement 2016/1033</a> <a href="#">JO L 175 30.06.2016, p. 0001</a>	<a href="#">Résumé</a>
---	------------------------

## Marchés d'instruments financiers; abus de marché; règlement de titres dans l'UE et dépositaires centraux de titres: certaines dates

2016/0034(COD) - 10/02/2016 - Document de base législatif

OBJECTIF : reculer la date d'entrée en application des deux instruments qui constituent le paquet MiFID II concernant les marchés d'instruments financiers.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : la [directive 2014/65/UE](#) («directive MiFID») a été adoptée avec le [règlement \(UE\) n° 600/2014](#) («règlement MiFIR») à la suite de la crise financière. La directive MiFID et le règlement MiFIR, désignés collectivement sous le nom de «**directive MiFID II**», couvrent les marchés de valeurs mobilières, les intermédiaires d'investissement et les plates-formes de négociation. Le nouveau cadre renforce et remplace l'actuel cadre institué par la directive MiFID ([directive 2004/39/CE](#)).

Les États membres sont tenus de transposer la directive au plus tard le 3 juillet 2016. **La directive MiFID et le règlement MiFIR devaient s'appliquer à partir du 3 janvier 2017.**

Au cours du processus législatif, le niveau très élevé de complexité du paquet MiFID II et la nécessité d'un nombre considérable de mesures d'exécution ont été reconnus. Aussi un délai de **30 mois**, au lieu de la période habituelle de 18 à 24 mois, a-t-il été prévu entre l'adoption et l'entrée en application.

En dépit de la durée exceptionnellement longue de ce délai, l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) a informé la Commission que ni elle ni les autorités nationales compétentes ne seraient en mesure d'appliquer la directive MiFID II à compter du 3 janvier 2017. Cette situation s'explique par **les difficultés importantes que pose la collecte des données** nécessaires au fonctionnement des règles MiFID II.

L'absence de données affecte de nombreux domaines relevant de la directive MiFID II. En ce qui concerne la régulation des marchés, il est clair qu'en l'absence de données de référence (identifiants pour les instruments) et d'infrastructures de données supplémentaires pour les calculs de transparence et la déclaration des positions, la majorité des règles du marché ne pourront pas être appliquées.

Pour garantir la sécurité juridique et éviter une perturbation éventuelle du marché, des mesures doivent par conséquent être prises d'urgence pour **ajuster la date d'entrée en application de la directive MiFID II.**

La modification de la date d'applicabilité de la directive MiFID II a des conséquences pour l'applicabilité d'autres actes législatifs, notamment le [règlement \(UE\) n° 596/2014](#) (abus de marché) et le [règlement \(UE\) n° 909/2014](#) (règlement de titres et dépositaires centraux de titres).

CONTENU : l'objectif de la proposition de modification du règlement (UE) n° 600/2014 est de **reculer la date d'entrée en application des deux instruments qui constituent le paquet MiFID II** à la suite des difficultés rencontrées par l'AEMF, les autorités nationales compétentes et les parties prenantes dans la mise en œuvre technique.

Afin de permettre à l'AEMF, aux autorités nationales compétentes et aux parties prenantes de mener à bien la mise en œuvre opérationnelle, la Commission propose de **reporter la date d'application du règlement (UE) n° 600/2014 de 12 mois, soit au 3 janvier 2018**. Les rapports et les réexamens devraient être différés en conséquence.

La Commission estime qu'une prolongation d'un an devrait permettre à l'AEMF, aux autorités nationales compétentes et aux opérateurs de disposer d'un délai suffisant et raisonnable pour mettre en place l'infrastructure nécessaire à la collecte de données, à la déclaration des positions et aux calculs des seuils de transparence.

Afin que les références du [règlement \(UE\) n° 596/2014](#) aux systèmes organisés de négociation, aux marchés de croissance des petites et moyennes entreprises (PME), aux quotas d'émission ou aux produits mis aux enchères basés sur ces derniers ne s'appliquent pas avant la date d'application du règlement (UE) n° 600/2014 et de la directive 2014/65/UE, il est proposé d'adapter l'article 39, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 596/2014, qui dispose que les références à ces actes s'entendent comme faites à la directive 2004/39/CE, en tenant compte du report de la date d'application de ces actes.

Il est également proposé de modifier le [règlement \(UE\) n° 909/2014](#) afin que ce ledit règlement se réfère à la directive 2004/39/CE jusqu'à la date d'application reportée du règlement (UE) n° 600/2014 et de la directive 2014/65/UE et que les dispositions transitoires permettant aux systèmes multilatéraux de négociation (MTF) de demander l'enregistrement en tant que marchés de croissance des PME au titre du règlement (UE) n° 909/2014 soient maintenues de façon à laisser suffisamment de temps aux MTF pour demander leur enregistrement en vertu de la directive 2014/65/UE.

## **Marchés d'instruments financiers; abus de marché; règlement de titres dans l'UE et dépositaires centraux de titres: certaines dates**

2016/0034(COD) - 11/04/2016 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission des affaires économiques et monétaires a adopté le rapport de Markus FERBER (PPE, DE) sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant, en ce qui concerne certaines dates, le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) n° 596/2014 sur les abus de marché et le règlement (UE) n° 909/2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres.

La commission parlementaire a recommandé que la position du Parlement européen adoptée en première lecture suivant la procédure législative ordinaire modifie la proposition de la Commission.

Par leurs amendements, les députés ont souhaité préciser, aux fins du règlement (UE) n° 600/2014, **les circonstances spécifiques dans lesquelles la transparence pré-négociation ne s'appliquerait ni aux paquets de transactions, ni à aucun de leurs éléments de manière individuelle.**

À l'appui de ces amendements, les députés ont proposé d'ajouter un nouveau considérant précisant que les entreprises d'investissement exécutent souvent, pour leur propre compte ou celui de leurs clients, des transactions portant sur des produits dérivés ou d'autres instruments ou actifs financiers qui incluent un ensemble d'opérations liées ou subordonnées.

Ces paquets de transactions permettent aux entreprises d'investissement et à leurs clients de mieux gérer les risques, le prix de chaque élément du paquet reflétant le profil général de risque de l'ensemble au lieu du prix courant du marché pour chaque élément. Les paquets de transactions peuvent prendre des formes différentes, telles qu'un échange d'instruments au comptant (EFP), des stratégies de négociation exécutées sur des plateformes de négociation, ou des paquets de transactions sur mesure, et il importe de tenir compte de leurs caractéristiques différentes pour le calibrage du régime de transparence applicable.

# Marchés d'instruments financiers; abus de marché; règlement de titres dans l'UE et dépositaires centraux de titres: certaines dates

2016/0034(COD) - 23/06/2016 - Acte final

OBJECTIF : reporter d'un an les délais de transposition et d'application des règles relatives aux marchés de valeurs mobilières (paquet MIFID II).

ACTE LÉGISLATIF : Règlement (UE) 2016/1033 du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) n° 596/2014 sur les abus de marché et le règlement (UE) n° 909/2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres.

CONTENU : le présent règlement modifie le règlement (UE) n° 600/2014 (règlement MiFIR) concernant les marchés d'instruments financiers en vue de **reculer la date d'entrée en application du règlement** à la suite des difficultés rencontrées par l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), les autorités nationales compétentes et les parties prenantes dans la mise en œuvre technique.

Le règlement MiFIR comme la [directive 2014/65/UE](#) («directive MiFID II») devaient être applicables 30 mois après leur entrée en vigueur, soit à compter du 3 janvier 2017. Toutefois, l'AEMF a informé la **Commission que ni elle ni les autorités nationales compétentes ne seraient en mesure d'appliquer la directive MiFID II à compter du 3 janvier 2017**. Cette situation s'explique par les difficultés importantes que pose la collecte des données nécessaires au fonctionnement des règles MiFID II.

Afin de garantir la sécurité juridique et d'éviter toute perturbation du marché, le règlement modificatif reporte la date d'application du règlement MiFIR de 12 mois, soit **jusqu'au 3 janvier 2018**. Les rapports et les réexamens sont reportés en conséquence.

Le nouveau règlement comporte également des modifications en ce qui concerne les opérations pour compte propre, les paquets de transactions, l'alignement sur le règlement de l'UE relatif aux opérations de financement sur titres et la date d'application de certaines dispositions d'un règlement sur les abus de marché.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 1.7.2016.

# Marchés d'instruments financiers; abus de marché; règlement de titres dans l'UE et dépositaires centraux de titres: certaines dates

2016/0034(COD) - 07/06/2016 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 504 voix pour, 157 contre et 9 abstentions, une résolution législative sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant, en ce qui concerne certaines dates, le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) n° 596/2014 sur les abus de marché et le règlement (UE) n° 909/2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres.

La position du Parlement européen, adoptée en première lecture suivant la procédure législative ordinaire, a modifié la proposition de la Commission comme suit :

**Opérations de financement sur titres** : étant donné que ces opérations telles qu'elles sont définies dans le [règlement \(UE\) n° 2015/2365](#) du Parlement européen et du Conseil, ne contribuent pas au processus de découverte des prix, les titres II (Règles de transparence pour les plates-formes de négociation) et III (Règles de transparence pour les internalisateurs systématiques et les entreprises d'investissement négociant des instruments de gré à gré) du [règlement \(UE\) n° 600/2014](#) ne devraient pas s'appliquer à ces opérations.

**Obligations de transparence pré-négociation imposées aux plates-formes de négociation**: Le Parlement a introduit un amendement stipulant que les opérateurs de marché et les entreprises d'investissement exploitant une plate-forme de négociation devraient rendre publics les prix acheteurs et vendeurs actuels et l'importance des positions de négociation exprimées à ces prix qui sont affichés par leurs systèmes pour des obligations, et des produits financiers structurés, des quotas d'émission, des instruments dérivés négociés sur une plate-forme de négociation et des paquets d'ordres.

**Paquets de transactions** : par leurs amendements, les députés ont précisé, aux fins du règlement (UE) n° 600/2014, les circonstances spécifiques dans lesquelles la transparence pré-négociation ne s'appliquerait ni aux paquets de transactions, ni à aucun de leurs éléments de manière individuelle.

À l'appui de ces amendements, il est proposé d'ajouter un nouveau considérant précisant que les entreprises d'investissement exécutent souvent, pour leur propre compte ou celui de leurs clients, des transactions portant sur des produits dérivés ou d'autres instruments ou actifs financiers qui incluent un ensemble d'opérations liées ou subordonnées.

Le texte indique que ces paquets de transactions permettent aux entreprises d'investissement et à leurs clients de mieux gérer les risques, le prix de chaque élément du paquet reflétant le profil général de risque de l'ensemble au lieu du prix courant du marché pour chaque élément. Les paquets de transactions peuvent prendre des formes différentes, telles qu'un échange d'instruments au comptant (EFP), des stratégies de négociation exécutées sur des plateformes de négociation, ou des paquets de transactions sur mesure, et il importe de tenir compte de leurs caractéristiques différentes pour le calibrage du régime de transparence applicable.

**Rôle de l'Autorité européenne des marchés financiers** : l'AEMF devrait élaborer des projets de normes techniques de réglementation visant à définir une méthodologie pour déterminer les paquets d'ordre pour lesquels il existe un marché liquide. Ces projets de normes techniques de réglementation devraient être soumis à la Commission au plus tard le 28 février 2017. La Commission devrait adopter ces projets de normes techniques de réglementation par voie d'actes délégués.